Affaires fédérales

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Le messager suisse : revue des communautés suisses de langue française**

Band (Jahr): **30 (1984)**

Heft 1

PDF erstellt am: **25.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

AFFAIRES FEDERALES

Accueil triomphal du Président de la Confédération aux Grisons

Drapeaux, fanfares, foule immense, discours et surtout temps magnifique ; tous les ingrédients ont donc été réunis début décembre pour faire un triomphe de la réception, dans son canton d'origine, du Président de la Confédération, le Conseiller fédéral Léon Schlumpf. De son côté, Léon Schlumpf n'a pas manqué de relever son attachement à son canton : « je reviendrai toujours aux Grisons pour y reprendre des forces et me reposer. Je vous remercie pour cette patrie que vous me conservez » a-t-il notamment déclaré.

Le train spécial venu de Berne a fait une première halte dans la première localité grisonne située sur la ligne, Maienfeld. Dans ce train, outre le futur président de la Confédération une importante délégation des Chambres fédérales, emmenée par les présidents des deux Chambres, André Gautier pour le Conseil national et Edouard Debétaz, pour le Conseil des Etats, avait pris place. Un cortège a conduit les invités de la gare de Coire dans la vieille ville. Après la partie officielle qui s'est déroulée sur « l'Arcas-Platz », les invités se sont retrouvés à la salle polyvalente de la place d'arme pour le repas officiel.

Retour de l'Argentine à la démocratie : un événement important également pour la Suisse

Le retour à la démocratie en Argentine constitue un événement d'une extrême importance, non seulement pour l'Amérique latine mais aussi pour la Suisse qui entretient des liens nombreux et étroits avec ce pays, a indiqué à la presse à Berne le secrétaire d'Etat Raymond Probst. Le nouveau gouvernement élu a la ferme intention de rétablir les institutions démocratiques dans tous les secteurs, après dix ans de dictature militaire, a souligné M. Probst, qui a représenté la Suisse aux cérémonies qui ont marqué l'entrée en fonction du président Alfonsin à Buenos-Aires.

Les relations entre la Suisse et l'Argentine ne sont pas que d'ordre économique, a noté M. Probst ; l'importance de la communauté suisse établie dans ce pays dont de nombreux représentants occupent des postes à haute responsabilité, ne date pas d'hier. L'ancien ministre de l'économie Roberto Aleman et le leader actuel des péronistes M. Luder sont d'origine suisse.

La Suisse représente en outre les intérêts britanniques à Buenos-Aires depuis la guerre des Malouines. C'est dans le cadre de ce mandat que M. Probst a pu remettre au président argentin, lors de son investiture, un message du premier ministre britannique Margaret Thatcher. En un geste de réconciliation, cette dernière exprimait sa satisfaction à propos du retour de l'Argentine à la démocratie.

Le secrétaire d'Etat a pu s'entretenir par ailleurs avec de nombreux responsables du nouveau régime sur les relations bilatérales, en particulier sur la question des « disparus ». Parmi les milliers de personnes (6 000 à 30 000, selon les sources) dont on a ainsi perdu toute trace sous le régime militaire, se trouvent six ressortissants d'origine suisse. M. Probst a reçu à cette occasion l'assurance que tous les cas seront éclaircis.

Le diplomate suisse a pu se rendre compte, durant son séjour, du soutien populaire dont bénéficie le nouveau gouvernement. La population en liesse a en outre réservé à la délégation suisse un accueil particulièrement chaleureux, notamment du fait de l'activité du Comité International de la Croix-Rouge pour le rapatriement des prisonniers argentins durant le conflit des Malouines.

PARTI SOCIALISTE

Un congrès extraordinaire décidera en février prochain si le parti doit se retirer du Conseil fédéral après la non-élection de Lilian Uchtenhagen

Les socialistes vont-ils quitter le gouvernement après la non-élection, en décembre, de leur candidate au Conseil fédéral ? Le Comité central du parti, qui a débattu de la question récemment à Berne durant quatre tours d'horloge, aurait sans doute pris une telle décision s'il en avait eu la compétence. Dans le climat émotionnel dû à l'éviction de Lilian Uchtenhagen, l'humeur générale est au retrait, même au sein de l'aile modérée du parti.

Un parti qui « n'est plus disposé à subir de nouvelles humiliations et vexations de la part des autres partis gouvernementaux » comme l'indiquait un communiqué publié à l'issue de la séance. Réaction d'amour propre - on a parlé de l'honneur du parti - et réaction politique. « Un départ du Conseil fédéral doit être sérieusement pris en considération en tant que réponse appropriée et nécessaire à l'arrogance des bourgeois », poursuit le communiqué.

Cette formation a été adoptée par 74 voix et 5 abstentions sans opposition. « Il ne s'agit pas d'une démonstration, précisait encore le Tessinois Dario Robbiani, chef du groupe parlementaire, mais l'affaire est sérieuse et les bourgeois, qui ne nous ont pas crus précédemment, doivent maintenant le comprendre. »

L'extrême-gauche du Parti, qui prône le retrait du gouvernement depuis plusieurs années, avait le sourire aux lèvres au sortir de la salle. « Yann Richter (allusion à la phrase : « on sait maintenant qui gouverne dans ce pays », prononcée à l'issue du scrutin) et les autres présidents des partis bourgeois ont fait plus en faveur de cette thèse que le « groupe d'Yverdon » durant six ans », déclarait l'un de ses représentants.

La position d'Helmut Hubacher renforcée

La position d'Helmut Hubacher, président du parti, est sortie consolidée de cette séance du comité central, qui ne pouvait guère, il est vrai, faire autrement que de le soutenir. « On ne pouvait faire encore ce plaisir aux radicaux », assurait un militant à la sortie de la salle, un plaisir que ne leur a pas refusé le nouveau conseiller fédéral Otto Stich qui, dans une interview publiée justement par le « Blick », rendait le parti responsable de ses propres malheurs.

A ce propos, le communiqué du parti annonce « un nouveau truc des partis de droite qui, pour détourner l'attention de leurs petits jeux d'intrigues contre le PS et contre les femmes laissent entendre que le PS se serait trompé dans sa tactique, comme s'il s'était trouvé une quelconque forme de tactique socialiste qui eut pu empêcher que les parlementaires bourgeois aillent se chercher tout seuls un conseiller fédéral socialiste ».

Un congrès extraordinaire en février

Le Comité central a approuvé par 85 voix contre une la convocation d'un congrès extraordinaire du parti, seul compétent pour décider un retrait, avant la session de printemps des Chambres fédérales. Formellement la convocation d'un tel congrès doit être demandée par au moins cinq sections, mais l'affaire est d'ores et déjà entendue. La grande discussion que l'extrême-gauche du parti appelait de ses vœux depuis longtemps aura lieu cet hiver.

Il ne s'agira pas simplement de dire oui ou non à la participation au gouvernement, a précisé Helmut Hubacher, mais de prendre une décision en connaissance de cause. Un groupe de travail a été créé dans cette perspective, auquel il incombera de dresser un bilan de la participation et de définir les conditions selon lesquelles elle pourrait se poursuivre. L'Union syndicale suisse et différents groupes proches du parti (femmes, jeunes) seront associés aux travaux.

Le parti socialiste a encore décidé d'entreprendre une campagne d'information sur les circonstances de ce qui restera dans ses annales le « mercredi noir » de décembre 1983.

D.S. Miéville

« Journal de Genève »

Humeurs socialistes

Les socialistes sont très fâchés. Ils ont essuyé une rebuffade parfaitement illustrée par le commentaire du président du Parti radical suisse, Yann Richter : On voit maintenant qui commande dans ce pays. Il est clair que la double élection au Conseil fédéral s'est traduite par une démonstration de force et d'influence des radicaux, le bataillon vaudois en première ligne, et en rangs serrés. Les socialistes ont l'impression d'être sous tutelle, de ne pas être libres de choisir réellement leurs propres représentants au gouvernement. Ils crient au scandale et se posent la question de savoir si leur présence à l'exécutif est encore opportune. Or nous croyons que les socialistes s'enferrent dans un malentendu.

La formule magique, qui résulte d'une entente entre les grands partis, n'enlève pas au Parlement, dans son ensemble, la faculté de choisir librement les conseillers fédéraux. S'il fallait que l'Assemblée fédérale entérine, purement et simplement, les choix des partis, l'esprit de la Constitution serait violé. Les partis d'ailleurs, à commencer par celui de gauche, n'ont pas eu tellement à se plaindre des élus qui n'avaient pas été candidats officiels. Hans-Peter Tschudi ne l'était pas, et il fut élu : qui s'est davantage engagé pour organiser les redistributions sociales ? Willi Ritschard fut désigné dans les mêmes conditions qu'Otto Stich : le voici au panthéon des héros de la gauche.

Les autres formations eurent des mésaventures semblables. Ni l'agrarien Fritz Wahlen, ni le démocrate-chrétien Roger Bonvin, ni le radical Georges-André Chevallaz, pour ne citer qu'eux, n'étaient candidats officiels. Oui, le Parlement garde sa liberté d'appréciation, n'en déplaise au président du parti socialiste, Helmut Hubacher.

En outre, les socialistes devraient admettre le fait, incontestable, qu'ils sont minoritaires dans le pays, au Parlement, dans un gouvernement de coalition. Il est donc logique que leurs partenaires bourgeois désirent des magistrats de gauche qui soient enclins à la transaction, au compromis, plutôt qu'intransigeants ou dogmatiques. Il ne peut y avoir de collaboration efficace qu'avec des sociaux-démocrates traditionnels. Cela peut hérisser toute une aile du parti socialiste, mais c'est ainsi.

Personnellement, nous faisions le pari à la confiance à Mme Lilian Uchtenhagen, et nous regrettons sa défaite. Nous pensions que ses traits de caractère trop abrupts et sa tendance dogmatique se seraient arrondis à la pratique gouvernementale. Nous étions sensible à l'attente de tous ceux, de toutes celles qui souhaitaient l'élection d'une femme, dès lors que ses compétences étaient reconnues. Mais si la candidate officielle avait encore une chance, en dépit des réticences qui apparaissaient et malgré son rattachement de fait à Zürich (handicap qui a joué un rôle certain) le président Hubacher a vraiment manœuvré d'une façon qui a gâché définitivement cette chance. Ses pressions sur d'autres candidats possibles afin qu'ils s'effacent, ses menaces, son ton arrogant ne pouvaient que provoquer la réaction d'une majorité de parlementaires.

Alors que les socialistes, dans ce genre d'affaires, ont tout à gagner par la négociation, l'effort de persuasion, ils ont tout perdu en recourant à la dureté, à l'ultimatum, à l'affrontement. S'ils continuent dans cette voie sans issue, dans un esprit de rancune, de représailles et de revanche, la crise politique qu'ils invoquent à tort et à travers pourrait, en effet éclater un jour. Ils en porteraient la responsabilité.

Jacques-Simon Eggly

« Journal de Genève »